

International Europe

Journée d'action européenne le 29 septembre 2010

« Non aux coupes sombres, oui à plus de croissance », tel sera le slogan choisi par la Confédération européenne des syndicats (CES) pour cette journée de mobilisation dans toute l'Europe. Celle-ci sera marquée par une grande manifestation à Bruxelles au moment où se tiendra un conseil des ministres de l'économie et des finances des Etats membres.

La CES demande également à ses affiliés d'organiser un maximum d'actions dans tous les pays de l'Union européenne. Ces actions pourront prendre la forme d'arrêts de travail, de manifestations ou de rencontres avec les gouvernements.

Cette initiative est la réponse de la CES aux politiques d'austérité décidées de manière coordonnée par les gouvernements des Etats membres et les institutions européennes. A la demande de la Commission, les Etats membres doivent revenir aux critères du Pacte de stabilité en 2013. Ceci implique de repasser sous la barre des 3% de PIB de déficit annuel et de 60% d'endettement. C'est un effort énorme pour de nombreux Etats qui

vont prendre des mesures draconiennes pour diminuer les dépenses publiques.

L'emploi, les salaires et les pensions, ainsi que les services publics vont souffrir à un moment où l'économie européenne reste terriblement fragile, vulnérable et en proie à une nouvelle récession. C'est bien notre modèle social, les fameux amortisseurs sociaux loués durant la crise, qui sont maintenant dans le collimateur avec le risque d'aggraver la pauvreté et l'exclusion sociale.

Pour sortir de la crise, la Commission préconise toujours les mêmes recettes néolibérales. Ainsi et malgré des résultats déplorables, on recommence comme avant. En plus, les acteurs financiers mettent la pression sur les Etats en spéculant sur les dettes publiques qu'ils ont largement contribué à creuser. C'est désormais une question de démocratie qui se pose quand on voit le poids de ces acteurs financiers sur les Etats. Selon la CES, l'Union européenne a besoin d'un plan de relance « Un New Deal économique et social », pour favoriser la croissance par un développement propre à l'Europe ainsi que des politiques industrielles fortes basées sur



un choix « bas carbone » et sur l'exploitation de nouvelles technologies. D'autre part, elle considère qu'il est urgent de renforcer les moyens de coordination fiscale au niveau européen. La CES milite pour l'adoption d'une taxe sur les transactions financières. Enfin, l'Union européenne

doit poursuivre ses efforts en matière de réglementation financière notamment pour lutter contre la spéculation à haut risque.

La CES a demandé au Président de la Commission de réunir en urgence un Sommet social tripartite pour aborder toutes ces questions. ■

L'UNSA approuve les analyses et les propositions de la CES et elle se mobilisera le 29 septembre prochain. Dans ce moment de crise, nous avons besoin d'une autre politique tournée vers le progrès social. Une politique qui impose une autre répartition des richesses afin d'augmenter les salaires et l'investissement en diminuant les dividendes versés aux actionnaires. Une politique au service de l'économie réelle qui privilégie le long terme en s'opposant au court-termisme.

